

Cote du document: EB 2018/123/R.16/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 5 c) iv)  
Date: 17 avril 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République  
des Philippines pour le Projet relatif  
aux partenariats ruraux d'activités  
agroalimentaires en faveur de la croissance  
et du développement inclusifs

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Omer Zafar  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2348  
courriel: o.zafar@ifad.org

Tawfiq El-Zabri  
Attaché de programme  
téléphone: +39 06 5459 2242  
courriel: t.elzabri@ifad.org

#### Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Fonctionnaire principale de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session  
Rome, 16-17 avril 2018

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	15

## Sigles et acronymes

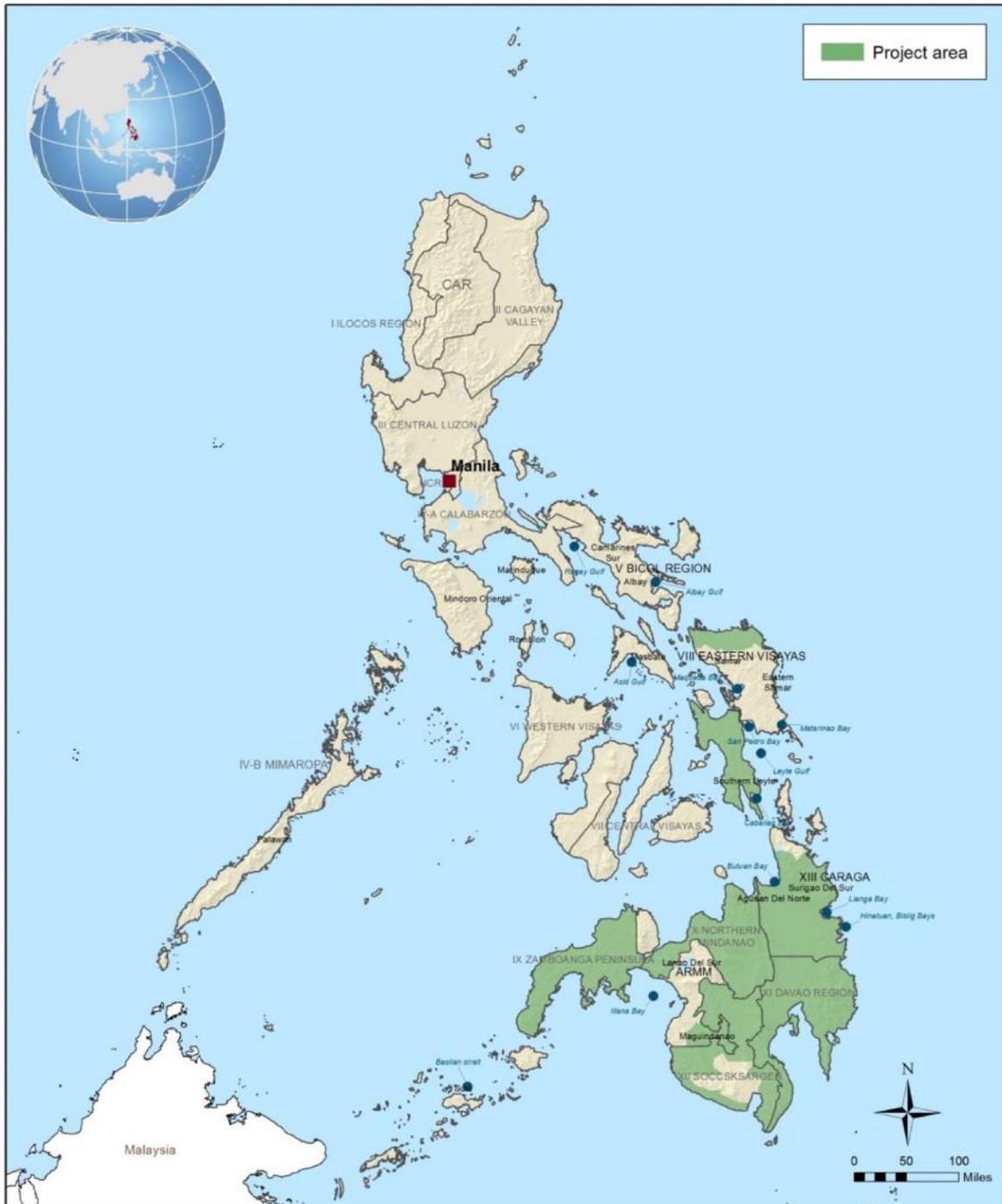
MPME          Microentreprises, petites et moyennes entreprises

## Carte de la zone du projet

### République des Philippines

Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs

Rapport de conception



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA, 18/01/2017

## République des Philippines

### Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République des Philippines
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère du commerce et de l'industrie
<b>Coût total du projet:</b>	95,1 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	62,9 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	2,5 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 6 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
<b>Déficit de financement:</b>	1,6 million d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	10,8 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires (ménages paysans):</b>	2,1 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires (entreprises):</b>	2,8 millions d'USD
<b>Contribution des institutions financières participantes:</b>	12,4 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement à la République des Philippines pour le Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs, telle qu'elle figure au paragraphe 45.

## Proposition de prêt et don à la République des Philippines pour le Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Au cours des dix dernières années, la croissance annuelle moyenne du PIB a été de 5,4% et le revenu moyen par habitant a doublé pour atteindre 2 900 d'USD en 2015.. Grâce à son assise macroéconomique robuste, les Philippines devraient rester à moyen terme l'un des pays d'Asie de l'Est les plus performants du point de vue de la croissance.
2. Les gains de la croissance économique rapide et de la transformation structurelle ne reviennent pas proportionnellement aux producteurs primaires ni aux travailleurs, ce qui se traduit par une importante pauvreté au sein de ces groupes. La plupart des nouveaux emplois ont été générés dans des secteurs de l'emploi mal rémunéré et non qualifié de la vente au détail et du transport. Affichant une croissance modeste de 1,9% par an au cours de la dernière décennie, l'agriculture représentait une part de valeur ajoutée de 10% en 2015, alors que celle des services et de l'industrie était égale respectivement à 59% et 31%..
3. Avec 55% de la population vivant en milieu rural et l'agriculture qui emploie 30% de la population active, la lenteur de la croissance agricole se traduit par la persistance de la pauvreté dans les zones rurales. La pauvreté touche 35% des 55 millions d'habitants des zones rurales, contre 13% des 45 millions d'habitants des zones urbaines. Elle est particulièrement forte dans les zones rurales de l'île méridionale de Mindanao. Trente pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance et 15% d'une carence en vitamine A.
4. Les vulnérabilités imputables au secteur agricole continuent de compromettre les résultats de la réforme structurelle à long terme du pays et son ambition de parvenir à une prospérité généralisée. Au lieu d'une productivité agricole croissante qui jette les bases d'un secteur manufacturier dynamique à haute intensité de main-d'œuvre et d'un secteur des services mobilisant du personnel hautement qualifié, la productivité agricole est restée languissante. La faiblesse des revenus agricoles a poussé de nombreux jeunes à émigrer. Les pouvoirs publics estiment à 57 ans l'âge moyen des 11 millions d'agriculteurs résidant dans le pays.
5. La croissance se fait cependant sentir dans les agroentreprises qui ont accès à des capitaux destinés à l'investissement et disposent de volumes suffisants de matières premières provenant de sources fiables, adoptent des technologies modernes et respectent des normes de production reconnues répondant aux exigences du marché. La croissance des marchés de cultures de spécialité à forte valeur marchande offre de nouvelles perspectives de diversification et de création de valeur ajoutée dans le secteur agricole avec, à la clé, des emplois intéressants et des possibilités de création d'entreprises à l'intention des jeunes ruraux.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Pour que ces opportunités commerciales contribuent à réduire la pauvreté en milieu rural, il conviendra de procéder à des investissements dans les filières agricoles correspondantes. Le Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs (RAPID Growth) proposé fournira les biens et les services publics essentiels au développement de cadres de collaboration et de mécanismes de financement qui amélioreront la performance agricole et réduiront la pauvreté et la malnutrition en milieu rural. La modernisation des filières suppose de créer des liaisons entre les agroentreprises et les petits exploitants, d'améliorer l'accès de ces derniers au capital productif, aux savoirs et aux technologies et de renforcer l'accès des agroentreprises à des produits agricoles de bonne qualité en quantités suffisantes, ainsi qu'à des capitaux destinés à l'investissement.
7. Le projet proposé est conforme aux grands axes de la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement. Dans son programme socioéconomique en dix points, le gouvernement s'engage notamment à "promouvoir le développement rural et des filières pour accroître la productivité des entreprises agricoles et rurales, ainsi que le tourisme rural". Le récent Plan de développement des Philippines pour la période 2017-2022 insiste sur la nécessité d'améliorer l'accès des microentreprises, petites et moyennes entreprises (MPME), des coopératives et des Philippines expatriés à des réseaux de production et au financement. Le projet est également conforme aux objectifs de développement durable considérés comme les plus pertinents pour les objectifs stratégiques du FIDA et au programme d'options stratégiques pour le pays 2017 du FIDA pour les Philippines.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Groupes cibles. Le projet ciblera directement les petits agriculteurs et les microentrepreneurs participant aux filières de produits de base sélectionnées. Il ciblera indirectement les jeunes, les femmes et les hommes inactifs, sans emploi ou sous-employés vivant en milieu rural qui pourront être recrutés par les entreprises participantes. L'accent sera mis sur: i) les agricultrices et les entrepreneuses; ii) les jeunes des deux sexes; iii) les peuples autochtones. Le projet ciblera au départ quatre des sept filières agricoles auxquelles le Ministère du commerce et de l'industrie a donné priorité: cacao; café; fruits et fruits à coque transformés; noix de coco. Ces produits de base se caractérisent par un fort potentiel de croissance et de création d'emplois, et une participation élevée des ménages pauvres, offrant ainsi des avantages économiques durables aux petits exploitants et aux entreprises. Une fois l'efficacité des modèles opérationnels de modernisation de ces filières démontrée, le projet pourra être étendu à d'autres filières (en fonction des précédents critères de sélection). De plus, le projet RAPID Growth aidera les réseaux de centres Negosyo à travailler en collaboration avec l'autorité chargée de l'éducation technique et du renforcement des compétences et avec diverses organisations d'apprentissage, afin d'améliorer les qualifications des jeunes entrepreneurs intégrés dans les filières cibles.
9. Zone d'intervention. Le projet sera mis en œuvre dans six régions et 20 provinces. Cette zone a été choisie selon les critères suivants: production actuelle et potentiel de croissance pour les produits de base sélectionnés; incidence de la pauvreté; efficacité opérationnelle. La zone d'intervention concerne principalement l'île méridionale de Mindanao, caractérisée par un fort potentiel agricole et un taux de pauvreté élevé. Grâce à sa stratégie de reproduction à plus grande échelle, le projet pourra être étendu à d'autres provinces lorsqu'un modèle opérationnel efficace aura été élaboré.

## B. Objectif de développement du projet

10. L'objectif du projet est d'augmenter durablement les revenus des petits exploitants et des femmes et des hommes sans emploi vivant en milieu rural et participant aux filières sélectionnées. L'objectif de développement est de créer des conditions stratégiques propices à la croissance durable des microentreprises et des petites entreprises dans les filières de produits agricoles de base sélectionnées, caractérisées par des avantages comparatifs, une demande du marché, un potentiel de croissance, des liens avec les petits exploitants et un potentiel de création d'emplois.

## C. Composantes/résultats

11. La composante 1, développement des filières, a pour objectif de veiller à ce que les producteurs et les acteurs des filières exécutent des plans d'action en collaboration et établissent des partenariats commerciaux dans les filières de produits de base sélectionnées. Elle devrait bénéficier à 78 000 ménages par le biais de 1 665 coopératives associées à quelque 150 à 250 entreprises. Elle aura d'abord pour objectif de créer un cadre politique et institutionnel propice au développement d'entreprises établissant des liens solides avec les petits exploitants. Son deuxième objectif est d'offrir aux MPME et aux exploitants un accès à des services personnalisés pour la création d'entreprises<sup>1</sup> leur permettant de commercialiser leurs productions et d'élargir leur accès à des marchés rémunérateurs. Elle encouragera enfin les partenariats commerciaux entre entreprises et paysans, les premiers fournissant aux derniers des services d'assistance à vocation commerciale afin d'obtenir les volumes et la qualité souhaités en temps utile.
12. Pour promouvoir une alimentation saine et faire en sorte que la hausse des revenus contribue à l'amélioration de la nutrition, le projet comportera des initiatives de sensibilisation et d'éducation et des investissements à dimension nutritionnelle. Il établira des partenariats avec des organismes conduisant des campagnes de sensibilisation nutritionnelle, notamment le PAM et le Département de la protection sociale et du développement. En mettant en place à l'intention des groupes d'agriculteurs ciblés, en particulier les femmes, un accès direct aux programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la nutrition, le projet RAPID Growth permet aux pauvres, femmes et hommes, des zones rurales de prendre des décisions plus rationnelles concernant l'économie du ménage et les dépenses consacrées aux aliments.
13. La composante 2, investissements productifs, a pour objectifs: i) un financement stratégique, qui améliore l'accès des parties prenantes des filières à des services financiers adaptés et abordables; ii) des infrastructures de l'exploitation aux marchés garantissant l'accès des petits exploitants et des microentreprises et petites entreprises aux marchés par la remise en état des routes de desserte entre les exploitations et les marchés. Plus précisément, il conviendra d'améliorer l'accès au crédit de 78 000 ménages pratiquant l'agriculture, de 1 250 microentreprises et 190 petites et moyennes entreprises, et de remettre en état et d'entretenir 140 km de routes entre les exploitations agricoles et les marchés, praticables par tout temps, recensés par les plans d'investissement stratégique.
14. La composante 3, gestion du projet, a pour objectif d'aider le Ministère du commerce et de l'industrie et les partenaires du projet à fournir les services prévus par le projet. Cette composante devrait permettre au projet d'être mené efficacement jusqu'à son terme, dans les délais prévus, dans les limites du budget accordé et à la satisfaction des bénéficiaires. Cette composante financera la gestion et la coordination du projet, le suivi-évaluation et la transmission des rapports au niveau national, régional et provincial. Elle prendra également en charge les frais relatifs au personnel du projet sous contrat, les honoraires du personnel ordinaire du

<sup>1</sup> Ces services comprennent la formation, l'assistance technique, le conseil, l'aide à la commercialisation, l'information, le développement et le transfert de technologies, ainsi que la promotion des passerelles commerciales.

Ministère du commerce et de l'industrie affecté au projet, l'équipement, les véhicules et les frais de fonctionnement.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

15. L'exécution du projet RAPID Growth privilégiera: i) les partenariats public-privé; ii) la prise en charge de la gestion du projet par le Ministère du commerce et de l'industrie et le renforcement des capacités de ses centres Negosyo pour favoriser et faciliter les accords collaboratifs; iii) l'amélioration de l'accès des MPME à des services commerciaux et la promotion d'un marché pluraliste en faveur des services pour la création d'entreprises; iv) le soutien de plans d'investissement multipartites dans les filières au niveau provincial; v) la création de conseils industriels et d'associations du secteur privé à l'appui de la coordination, de la gestion des savoirs et de la concertation sur les politiques associés à des filières de produits de base spécifiques.
16. En matière de financement des investissements en faveur des MPME rurales, le projet RAPID Growth renforcera les stratégies des institutions partenaires (notamment la Banque foncière des Philippines, la Banque de développement des Philippines, la Compagnie des petites entreprises et la Compagnie nationale d'assurance des récoltes) afin d'en élargir la portée et d'étendre les services à destination des petits exploitants cultivant des cultures à forte valeur ajoutée et des MPME rurales. Le projet soutiendra: les innovations permettant d'atténuer le risque pour les investisseurs; l'établissement de groupes solidaires; le développement de mécanismes de financement tripartites entre les exploitants, les transformateurs et les marchands, ainsi que les institutions financières. Il permettra également le financement de certains investissements par don de contrepartie. De plus, le projet s'efforcera de renforcer les capacités d'un large éventail de prestataires de services afin de répondre aux exigences financières des acteurs des filières et de favoriser les mécanismes hors prêts innovants, comme le financement des filières et le placement en actions. Le projet soutiendra également l'investissement des fonds reçus de travailleurs philippins expatriés dans des actifs productifs et la création d'entreprise.
17. Il investira aussi dans la remise en état des routes reliant les fermes aux marchés afin de faciliter la commercialisation de la production des petits exploitants. Des projets de plus grande ampleur, comme le Projet de développement rural des Philippines financé par la Banque mondiale, investissent dans des infrastructures similaires à plus grande échelle. Le projet RAPID Growth fera en sorte de tirer parti des investissements du Projet de développement rural des Philippines, mais procédera également à des investissements soigneusement ciblés qui bénéficieront à des zones isolées qui ne sont pas couvertes par ce dernier ou par d'autres projets. Par le biais du projet RAPID Growth, le Ministère du commerce et de l'industrie s'associera avec le Ministère de l'intérieur et des collectivités locales afin d'améliorer les cadres de planification des administrations locales pour l'infrastructure routière en faveur du développement économique mené par le secteur privé.

#### B. Cadre organisationnel

18. Un Bureau national de coordination intégré dans le Ministère du commerce et de l'industrie coordonnera l'appui à l'exécution depuis les bureaux régionaux et provinciaux du ministère. Des unités régionales de coordination au sein de ces bureaux régionaux superviseront les bureaux provinciaux du ministère et les centres Negosyo associés; elles seront chargées des tâches suivantes: i) recensement des MPME, des exploitants et des coopératives intéressés par un partenariat; ii) facilitation de la préparation et de la surveillance des plans d'investissement stratégique et des plans d'investissement détaillés; iii) coordination de la participation des prestataires de services; et iv) contrôle de la planification au niveau provincial et du suivi-évaluation.

19. Des groupes de travail techniques au niveau régional (composés de représentants régionaux des principaux prestataires de services financiers, ainsi que de l'autorité nationale de développement économique, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la réforme agraire, du Ministère de l'environnement et des ressources et du Ministère du commerce et de l'industrie) seront consultés afin d'assurer la collaboration entre les organismes, et approuveront les plans d'investissement et les projets de route de desserte reliant les exploitations agricoles aux marchés. Le Ministère de l'intérieur et des collectivités locales sera chargé de l'assistance technique et de la supervision de ces routes de desserte recensées et mises en œuvre par les unités administratives locales.

### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Le projet établira un système d'apprentissage et de mutualisation des savoirs qui fournira des informations analytiques au Ministère du commerce et de l'industrie, aux partenaires d'exécution, aux établissements de financement des investissements, aux organismes publics de contrôle et aux acteurs de la filière. Ce système permettra de faire en sorte que: i) l'exécution du projet soit conforme aux plans et au calendrier prévu; ii) les partenaires disposent des informations nécessaires à une gestion adaptative; iii) des données factuelles soient communiquées aux conseils industriels et aux organismes publics décisionnaires; et iv) les entités publiques et privées puissent tirer les enseignements de la mise en œuvre du projet pour transposer leurs investissements à plus grande échelle. Le projet assurera un suivi de la participation des jeunes et des femmes, ainsi que des résultats obtenus en la matière, et visera à améliorer l'accès de ces groupes aux services du projet adaptés à leurs besoins particuliers.

### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Le risque lié à la gestion financière du projet a été considéré comme modéré; les mesures d'atténuation adoptées en conséquence sont détaillées dans les paragraphes suivants.
22. La gestion financière du projet sera intégrée aux systèmes nationaux et des informations complémentaires seront fournies pour respecter les directives du FIDA s'il y a lieu. Le service de gestion financière du bureau central du Ministère du commerce et de l'industrie sera chargé de la mise en œuvre d'un système de gestion financière efficace pour le projet, avec l'assistance des divisions administrative, financière et de gestion des bureaux régionaux. Du personnel financier sous contrat viendra compléter le personnel au niveau national, régional et provincial. Le service de gestion financière du bureau central du Ministère de l'intérieur et des collectivités locales s'occupera de la gestion financière de la composante de l'infrastructure du prêt par le biais d'un accord avec le Ministère du commerce et de l'industrie. Du personnel financier sous contrat sera également recruté par le Ministère de l'intérieur et des collectivités locales pour seconder leurs homologues du bureau central et des bureaux régionaux dudit ministère et coordonner les unités administratives locales. Le manuel d'exécution du projet comprendra une section détaillant les procédures de gestion financière, d'administration et de passation des marchés.
23. Le bureau central du Ministère du commerce et de l'industrie ouvrira deux comptes désignés, libellés en dollars des États-Unis, destinés à recevoir le produit du prêt et du don, ainsi que deux comptes du projet correspondants libellés en pesos philippins (PHP) pour les opérations quotidiennes. Le bureau central du Ministère du commerce et de l'industrie ouvrira un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, destiné à recevoir les fonds du FIDA pour les activités d'infrastructure, ainsi qu'un compte du projet correspondant libellé en pesos philippins pour les opérations quotidiennes. Les bureaux régionaux du Ministère du commerce et de l'industrie et du Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, les unités administratives locales participantes et les autres partenaires d'exécution ouvriront des comptes séparés destinés

exclusivement aux activités liées au projet. Les unités administratives provinciales ou municipales seront chargées de la réalisation des investissements dans les infrastructures rurales. La gestion et la supervision financière seront assurées par le Ministère de l'intérieur et des collectivités locales qui sera également chargé du rapport consolidé.

24. Le nouveau système électronique national de comptabilité sera utilisé pour les rapports financiers des dépenses liées au projet. Des fonds seront affectés aux activités requises pour le déploiement et la mise en conformité de ce système avec les exigences du FIDA en matière d'établissement des rapports. La consolidation des budgets annuels du projet, ainsi que les rapports financiers seront pris en charge par le bureau central du Ministère du commerce et de l'industrie, qui coordonnera également les processus d'audit. Ce ministère et le Ministère de l'intérieur et des collectivités locales prépareront des états financiers conformément aux normes comptables philippines pour le secteur public, qui sont alignées sur les normes comptables internationales pour le secteur public.
25. La Commission d'audit procédera chaque année à la vérification des états financiers et des registres du projet conformément aux directives du FIDA en la matière. Depuis 2013, la Commission a harmonisé les normes d'audit philippines pour le secteur public avec les normes internationales d'audit et les normes internationales des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques.
26. Les services de vérification interne du Ministère du commerce et de l'industrie et du Ministère de l'intérieur et des collectivités locales intégreront le projet à leurs plans de travail annuels.
27. Le projet respectera la législation du gouvernement sur la passation des marchés (Republic Act 9184), sur la base des dernières règles en vigueur, à condition qu'elles soient compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Ce dernier appliquera une politique de tolérance zéro en matière de fraude, de corruption, de pratiques collusoires ou coercitives.

#### E. Supervision

28. Après l'atelier préparatoire organisé au cours de la première année, le FIDA et l'autorité nationale de développement économique réaliseront des missions de supervision conjointes annuelles et des missions d'appui à l'exécution six à neuf mois plus tard, selon l'avancement du projet. Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année du projet.

### IV. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

29. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers (10% des coûts de base), est estimé à 95,1 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. Les droits et taxes représentent 7% des coûts de base.

Tableau 1  
**Coût du projet par source de financement et par composante**  
 (en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Don du FIDA		Gouvernement		Collectivités locales		Prestataires de services financiers		Agriculteurs		Agroentreprises		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Développement des filières	19 017	73,3	-	-	1 590	6,1	2 494	9,6	-	-	-	-	-	-	2 838	10,9	25 939	27,3
B. Investissements productifs																		
1. Financement stratégique	23 320	57,9	1 598	4,0	820	2,0	51	0,1	-	-	12 437	30,9	2 066	5,1	-	-	40 292	42,4
2. Infrastructure reliant les exploitations aux marchés	14 560	72,7	-	-	-	-	3 766	18,8	1 712	8,5	-	-	-	-	-	-	20 037	21,1
Sous-total B	37 880	62,8	1 598	2,6	820	1,4	3 817	6,3	1 712	2,8	12 437	20,6	2 066	3,4	-	-	60 330	63,4
C. Gestion du projet	6 005	67,8	-	-	90	1,0	2 757	31,1	-	-	-	-	-	-	-	-	8 852	9,3
<b>Coût total du projet</b>	<b>62 902</b>	<b>66,1</b>	<b>1 598</b>	<b>1,7</b>	<b>2 500</b>	<b>2,6</b>	<b>9 068</b>	<b>9,5</b>	<b>1 712</b>	<b>1,8</b>	<b>12 437</b>	<b>13,1</b>	<b>2 066</b>	<b>2,2</b>	<b>2 838</b>	<b>3,0</b>	<b>95 120</b>	<b>100,0</b>

## B. Financement du projet

30. Le financement du projet comprend: i) un prêt du FIDA de 62,9 millions d'USD; ii) un don du FIDA de 2,5 millions d'USD; iii) un financement de contrepartie du gouvernement équivalant à 9,1 millions d'USD; iv) des contributions des collectivités locales (équivalant à 1,7 million d'USD); v) un financement de la dette de 12,4 millions d'USD par des banques et des prestataires de services financiers; vi) une contribution de 4,9 millions d'USD (estimation prudente) de la part des exploitants agricoles et des agroentreprises; avec un déficit de financement de 1,6 million d'USD. Le total des dépenses d'investissement est estimé à 86,8 millions d'USD, soit 91% du coût total du projet; les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 8,3 millions d'USD.
31. Le déficit de financement, à hauteur de 1,6 million d'USD, pourra être financé par des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve de procédures internes et de l'approbation du Conseil d'administration) ou par un cofinancement identifié pendant l'exécution.

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Don du FIDA		Gouvernement		Collectivités locales		Prestataires de services financiers		Agriculteurs		Agroentreprises		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Consultants	4 278	43,3	-	-	520	5,3	1 352	13,7	-	-	27	0,3	-	-	2 838	28,8	9 600	10,4
2. Assistance technique	4 605	74,7	-	-	-	-	919	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-	6 168	6,5
3. Biens et intrants	4 121	98,8	-	-	-	-	50	1,2	-	-	-	-	-	-	-	-	4 171	4,4
4. Dépenses de fonctionnement	1 582	65,3	-	-	-	-	839	34,7	-	-	-	-	-	-	-	-	2 421	2,5
5. Salaires et indemnités	4 033	68,6	-	-	-	-	1 850	31,4	-	-	-	-	-	-	-	-	5 883	6,2
6. Études et ateliers	1 756	94,3	-	-	12	0,6	95	5,1	-	-	-	-	-	-	-	-	1 863	2,0
7. Formation	5 102	86,6	-	-	468	7,9	91	1,5	-	-	231	3,9	-	-	-	-	5 892	6,2
8. Véhicules	782	88,0	-	-	-	-	107	12,0	-	-	-	-	-	-	-	-	889	0,9
9. Travaux	14 343	72,4	-	-	-	-	3 766	19,0	1 712	8,6	-	-	-	-	-	-	19 821	20,8
10. Dons et subventions	13 234	59,3	-	-	-	-	-	-	-	-	7 035	31,5	2 066	9,3	-	-	22 335	23,5
11. Capital d'investissement	9 066	57,4	1 598	10,1	-	-	-0	-0,0	-	-	5 144	32,5	-	-	-	-	15 808	16,6
<b>Total</b>	<b>62 902</b>	<b>66,1</b>	<b>1 598</b>	<b>1,7</b>	<b>2 500</b>	<b>2,6</b>	<b>9 068</b>	<b>9,5</b>	<b>1 712</b>	<b>1,8</b>	<b>12 437</b>	<b>13,1</b>	<b>2 066</b>	<b>2,2</b>	<b>2 838</b>	<b>3,0</b>	<b>95 120</b>	<b>100,0</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

32. Les avantages produits par le projet découleront: i) de l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés, aux technologies et aux services dans les filières de produits de base cibles; ii) du développement de partenariats commerciaux pour les MPME associant des petits exploitants et des agroentreprises; iii) de l'amélioration de la gouvernance des filières et de l'inclusion des petits exploitants; iv) de l'appui au renforcement des capacités politiques et institutionnelles requises pour assurer la pérennité par le biais du Ministère du commerce et de l'industrie.
33. Les bénéfices financiers nets supplémentaires annuels non actualisés sont estimés à 373,4 millions d'USD (7,5 milliards de PHP). Le taux de rentabilité financière du projet est de 25%, avec une valeur actuelle nette de 562 millions d'USD. Le nombre total de nouveaux emplois créés est estimé à 30 000 années-personnes. Tous les types d'exploitations modélisés ont généré 29 000 années-personnes – dont environ 40% de femmes; l'ensemble des microentreprises généreront environ 1 000 années-personnes. L'analyse économique donne un taux de rendement interne de 51% et une valeur économique actuelle nette de 2 431 millions d'USD sur 20 ans en appliquant un taux d'escompte de 10%. Le rapport coût-bénéfice est de 1,26 avec le même taux d'escompte. L'analyse de sensibilité montre que ces résultats sont fiables. Par exemple, le projet resterait viable en cas de hausse des coûts à hauteur de 20% et de baisse des avantages de 20%.

### D. Durabilité

34. La stratégie et les activités du projet RAPID Growth sont dictées par l'objectif d'établir, d'ici à la fin de l'exécution du projet, des mécanismes durables en vue de garantir aux agriculteurs et aux petites et microentreprises un accès continu à des services financiers et non financiers. Les principales caractéristiques de l'approche du projet qui contribueront à la réalisation de cet objectif sont les suivantes:
- Partenariats public-privé. Si le Ministère du commerce et de l'industrie assume la responsabilité globale de l'exécution, les acteurs du secteur privé fourniront des services de création d'entreprises et des services financiers aux groupes cibles – ce qui permettra d'augmenter la production de produits de qualité supérieure, et d'accroître ainsi les revenus. Ce dispositif constituera une forte incitation au maintien de ce service après l'achèvement du projet.
  - Ressources locales. L'utilisation des ressources locales pour développer l'esprit d'entreprise, élargir la gamme des prestataires de services de développement des entreprises et créer des emplois renforcera les entreprises locales et donnera aux organisations paysannes les moyens de devenir autonomes.
  - Renforcement des capacités. Cette composante permettra de s'assurer que les parties prenantes disposent des compétences adéquates pour mener à bien les activités après l'achèvement du projet. Les programmes de renforcement des capacités prévoient une évaluation périodique pour garantir un haut niveau de performance.
  - Modèles commerciaux innovants et gestion des savoirs. Dans le cadre du projet, des modèles commerciaux innovants seront élaborés; ils seront documentés et diffusés par le biais des conseils économiques à l'échelle provinciale, régionale et nationale. La solide base de savoirs ainsi créée assurera le soutien des réalisations du projet et servira de point de départ à la reproduction à plus grande échelle des mécanismes les plus performants et commercialement viables.

## E. Identification et atténuation des risques

35. La stratégie du projet met à profit des produits à haute valeur marchande et la demande croissante du marché, et s'appuie sur la participation du secteur privé. Le tableau 3 recense les principaux risques et mesures d'atténuation pris en compte dans la conception du projet.

Tableau 3

### Risques et mesures d'atténuation

Type	Description	Probabilité	Mesure d'atténuation
<b>Risques liés aux partenariats</b>	Intérêt limité des petites et moyennes entreprises à s'associer avec des petits exploitants en raison des risques et des coûts transactionnels élevés; faibles capacités techniques et de gestion des organisations paysannes	Moyenne	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Proposition d'incitations pour encourager la participation du secteur privé</li> <li>2. Services d'assistance technique pour améliorer la productivité des exploitants agricoles</li> <li>3. Rôle d'intermédiaire loyal pour soutenir des partenariats équitables et rémunérateurs</li> <li>4. Appui à une gestion durable des organisations paysannes</li> </ol>
<b>Risques environnementaux</b>	Changements climatiques et événements climatiques extrêmes	Élevée	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Promotion de variétés résilientes face au climat, de la technologie de terres agricoles en pente et de pratiques de gestion de l'eau, des cultures et du sol</li> <li>2. Participation de compagnies d'assurance proposant une assurance indexée sur les récoltes et les intempéries</li> </ol>
<b>Risques liés au prêt</b>	Faible solvabilité/capacité d'investissement des petites et microentreprises	Moyenne à faible	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aide aux petites et microentreprises pour préparer des plans d'activité et accéder à des services en fonction de la rentabilité</li> <li>2. Mécanisme de partage des risques diminuant le risque pour les prestataires de services financiers et levant les contraintes d'accès au crédit pour les petites et microentreprises</li> <li>3. Dons conditionnels fondés sur la performance pour atténuer les risques liés aux prestataires de services financiers et réduire les problèmes de flux de trésorerie des petites et microentreprises pendant les premières années de l'investissement</li> </ol>

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

36. Le projet RAPID Growth est en parfaite adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques qui se renforcent mutuellement. Il favorise notamment l'investissement dans les capacités productives et encourage une participation plus efficace et plus poussée des marchés (et des avantages), ainsi qu'une amélioration de la productivité agricole. Les principes d'engagement du FIDA (ciblage, autonomisation, égalité entre les sexes, innovation, apprentissage et reproduction à plus grande échelle, et partenariats) sont entièrement intégrés au projet, à son approche de renforcement institutionnel et à ses modalités d'exécution. La conception du projet s'inscrit dans le droit fil des politiques et stratégies du FIDA en matière de partenariats, de financement rural, de ciblage et de prise en compte de la problématique hommes-femmes, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de changements climatiques et de procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et de reproduction à plus grande échelle. Le risque environnemental et social est de niveau B; le risque climatique est jugé élevé pour les Philippines.
37. Le tableau 4 récapitule les conclusions de l'étude des Procédures d'évaluation sociale, environnemental et climatique, qui a identifié les effets potentiels du projet dans le domaine social et environnemental, ainsi que les mesures d'atténuation, qui ont été prises en compte dans la conception du projet.

Tableau 4  
Effets potentiels du projet et mesures d'atténuation

<i>Effets potentiels</i>		<i>Mesures d'atténuation</i>
<b>Dégradation des sols</b>	Érosion et perte accélérées des sols, aggravées par des phénomènes météorologiques extrêmes, entraînant des inondations et des sécheresses.	- Services de conseil intégrés aux plans d'investissement détaillés, sur la base d'une analyse des filières axée sur les perspectives et les contraintes - Promotion de pratiques agricoles durables dans les hautes terres, comme la technologie de terres agricoles en pente par le biais de dons de contrepartie et de conseil technique - Allocation de fonds pour la recherche et le développement ciblant d'autres approches innovantes, si nécessaire
<b>Systèmes de production agricole non durables</b>	Les systèmes non durables entraînent un épuisement de la fertilité des sols.	- Promotion de systèmes de production agroforestiers durables, notamment la technologie de terres agricoles en pente
<b>Changements climatiques</b>	L'augmentation des températures diminue la productivité agricole. Répartition irrégulière des précipitations. Phénomènes extrêmes plus intenses.	- Évaluation de la vulnérabilité au changement climatique incluse dans l'analyse des filières et effectuée dans le cadre de la préparation des plans d'investissement stratégiques au niveau provincial - Gestion des risques climatiques par la mise en place d'une assurance des récoltes et de systèmes de décaissement plus rapides, notamment une assurance basée sur un indice météorologique - Promotion de la technologie de terres agricoles en pente pour retenir l'humidité - Promotion de variétés à haut rendement et adaptées au climat

## B. Alignement et harmonisation

38. L'objectif du projet est en parfaite adéquation avec le Plan de développement 2017-2022 du Gouvernement philippin et les priorités nationales en matière socioéconomique. Le projet viendra compléter l'action d'autres donateurs dans le même secteur, comme la Banque mondiale, afin de maximiser l'impact sur la réduction de la pauvreté et sur la concertation avec les pouvoirs publics et les autres parties prenantes. Le FIDA collaborera également avec des programmes gouvernementaux afin d'améliorer la gouvernance et l'environnement politique. Le projet explorera différents types de structures de partenariat entre les bénéficiaires du projet et le secteur privé, instaurant un environnement propice et des systèmes de prestation à l'appui de filières agroalimentaires compétitives, inclusives et résilientes.

## C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

39. La reproduction à plus grande échelle des innovations est au centre de la stratégie de pays du FIDA; les innovations envisagées par le projet pourront être reproduites au-delà des filières spécifiques ciblées. Le projet vise à fournir des modèles et des systèmes de prestation optimaux pour améliorer la compétitivité, l'inclusivité et la résilience des filières agroalimentaires. En voici quelques exemples: i) mécanismes de partenariats de conseil technique innovants donnant aux petits exploitants accès au conseil technique des transformateurs et acheteurs; ii) renforcement de l'atténuation des risques grâce à des solutions rentables pour des services d'assurance agricole; iii) études et évaluations pour étendre les garanties de prêt des récoltes annuelles aux récoltes pérennes; iv) appui aux innovations financières, comme la microfinance et les fonds de crédit-caution; v) collaboration avec des travailleurs philippins expatriés; vi) mécanisme d'agroentreprise innovant qui incite les investissements privés en capital social dans les entreprises rurales.

## D. Participation à l'élaboration des politiques

40. Les expériences qui ressortiront de l'exécution du projet seront les principaux facteurs de participation à l'élaboration des politiques. Par le biais de la composante 1, le renforcement de la gouvernance des filières passe par un dialogue politique et technique au sein des conseils industriels régionaux et provinciaux de façon à améliorer la coordination au niveau de la filière et à orienter les investissements publics et privés; il s'agit notamment des organisations paysannes, du secteur privé et du secteur public. Les ateliers bénéficieront des informations issues des études politiques réalisées par le Ministère du commerce et de l'industrie.

En outre, pour améliorer la norme des évaluations et éclairer la prise de décisions en matière de politiques avec des données probantes, les évaluations du projet seront réalisées par le biais d'un partenariat avec le Philippines Institute for Development Studies, organisme dépendant de l'autorité nationale de développement économique, et groupe de réflexion sur les politiques.

41. Une concertation sur les politiques aura également lieu dans le cadre du Salon des savoirs et de l'apprentissage – Participation à l'élaboration des politiques, organisé tous les ans aux Philippines par le FIDA et le Gouvernement philippin. Dans le cadre du projet, des liens seront établis entre les dons régionaux du FIDA axés sur les questions relatives aux politiques, comme le don pour l'intégration au marché alimentaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, mis en œuvre par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, spécialisé dans les évaluations politiques, et le don d'aide aux exploitants par des services consultatifs agricoles mis en œuvre par le Centre régional de l'Asie du Sud-Est pour les hautes études et la recherche en agriculture.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

42. Un accord de financement entre la République des Philippines et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
43. La République des Philippines est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
44. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Philippines un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à soixante-deux millions neuf cent mille dollars des États-Unis (62 900 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République des Philippines un don d'un montant équivalant à deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

# Negotiated financing agreement: "Rural Agro-Enterprise Partnership for Inclusive Development and Growth Project"

(Negotiations concluded on 12 April 2018)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Rural Agro-Enterprise Partnership for Inclusive Development and Growth Project (the "Project" or "RAPID Growth")

The Republic of the Philippines (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower has requested a Loan and a Grant (the "Financing") from the Fund for the purpose of financing the Project;

WHEREAS, the Fund shall provide the Grant to the Recipient to complement the Loan in accordance with the terms and conditions of a separate agreement to be entered into between the Parties (the "Grant Agreement" for the purposes of this Agreement);

WHEREAS, the Fund has agreed to extend the Loan to the Borrower in accordance with the terms and conditions of this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 amended as of April 2014, and as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

## Section B

1. The amount of the Loan is sixty two million and nine hundred thousand United States dollars (USD 62 900 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen years, including a grace period of six (6) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal from

the Loan have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions and Section E of this Agreement.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be January 1.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 April and 15 October.
6. The Loan proceeds shall be deposited into a Designated Account in United States Dollars for the exclusive use of the Project, opened in the Bangko Sentral ng Pilipinas.
7. The Borrower will provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of USD 9.1 million for consultancies, goods, training, works, salaries, operating costs, and taxes and duties on expenditure.

#### Section C

1. The Borrower's Secretary of Finance is designated as representative for the purposes of Section 15.03 of the General Conditions.
2. The Lead Project Agency shall be the Department of Trade and Industry of the Borrower (DTI).
3. Additional Project Parties are described in Schedule 1 Part II, paragraph 12.
4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
5. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such later date as the Fund may designate by notice to the Borrower. The Agreement shall enter into force on the date of receipt by the Fund of the instrument of ratification.

#### Section D

The Fund shall administer the Loan and supervise the Project.

#### Section E

1. The first withdrawal request shall be accompanied by a communication from the Lead Project Agency informing IFAD of the designated Project Director and the official responsible for Project finance.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication, notices, requests, and reports related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary of Finance  
Department of Finance  
DOF Building  
Roxas Boulevard  
Manila, Philippines

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF THE PHILIPPINES

---

(Authorized Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Project Area. The Project shall be carried out in six regions and 20 target provinces. Through its scaling-up strategy, the project may expand to other provinces once an effective operating model has been established.

2. Target Group. The project will directly target small farmers and microentrepreneurs engaged within selected commodity value chains. It will indirectly target unemployed and underemployed rural women and men who can potentially be employed by participating enterprises. Special focus will be placed on: (i) women farmers and entrepreneurs; (ii) young men and women; and (iii) indigenous peoples.

3. Goal. The Project's goal is to sustainably increase the incomes of small farmers and unemployed rural women and men across selected value chains.

4. Purposes. The purpose of the Project is to provide strategic enabling conditions for the sustained growth of small and microenterprises in selected agricultural commodity chains with comparative advantages, market demand, growth potential, links to small farmers and the potential for job creation.

5. Components. The Project shall consist of the following Components:

A. Value chain development, aims to ensure that producers and value-chain actors execute collaborative action plans and build commercial partnerships in selected commodity value chains. It will (i) promote a favourable governance and institutional framework to support the development of enterprises with strong linkages to smallholder farmers; (ii) provide MSMEs and farmers with access to customized business development services<sup>2</sup> so that they can commercialize their operations and expand their access to remunerative markets; and (iii) promote business partnerships between enterprises and farmers, whereby enterprises provide farmers with market-oriented support services that enable farmers to deliver expected volumes and quality in a timely manner. This component is consistent with the component 2 (institutional strengthening) and component 3 (technical assistance to financial service providers) as approved by the Borrower.

B. Productive investments, relates to: (i) strategic financing, improving value-chain stakeholders' access to adapted and affordable financial services; and (ii) farm-to-market infrastructure focused on securing farmers' and small and microenterprises' access to markets through the rehabilitation of farm-to-market access roads. This component is consistent with the component 1 (direct assistance to enterprises) and component 4 (innovation fund) as approved by the Borrower.

C. Project management to support DTI and project partners in delivering project services. The component will finance the costs of project management and coordination, monitoring and evaluation, and reporting at the national, regional and provincial levels. It will also finance the costs of contracted project staff, honoraria of DTI regular staff assigned to RAPID Growth, equipment, vehicles and operating costs. This component is consistent with component 5 (project management) as approved by the Borrower.

---

<sup>2</sup> These include training, technical assistance, consultancy and advisory services, marketing assistance, information, technology development and transfer, and business linkages promotion.

## II. Project Implementation Arrangements

### A. Lead Project Agency

6. The Department of Trade and Industry (DTI) of the Borrower, in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility for the management and implementation of the Project.

7. Responsibilities. The Lead Project Agency shall establish a Project Coordination Office (PCO) under its Regional Operations Group to coordinate implementation and carry out project implementation responsibilities at the national level. PCO will be responsible for: (i) providing strategic guidance and coordination to ensure that all project implementation partners develop activities along a common, coherent approach; (ii) ensuring the financial and administrative management of project resources in line with this Agreement and IFAD rules; (iii) facilitating the planning of project activities in consultation with project stakeholders; (iv) procuring project-related services and supplies at the national level; (iv) coordinating project activities with the various project partners; (v) securing M&E and KM in relation to all activities; and (vi) promoting inclusive approaches and the mainstreaming of targeting and gender requirements in all of the project activities.

8. Regional level. The Lead Implementing Agency will establish (i) a Regional Coordination Unit (RCU) in every target region, which will be headed by DTI Regional Director; and (ii) Provincial Coordination Units (PCUs), to support DTI's Negosyo centers in implementing the project in target areas. The Negosyo Centers shall (i) identify MSMEs, farmers and cooperatives interested in partnering; (ii) facilitate the preparation and monitoring of SIPs and DIPs; (iii) coordinate the participation of service providers; and (v) ensure provincial planning and M&E.

9. RCUs will be responsible for: (i) preparing the regional AWPB and support the preparation of participatory provincial AWPB; (ii) provide implementation support for the execution of activities in the target provinces, particularly with regard to the management and monitoring of subprojects; (iii) organise M&E and KM activities within the region and provide guidance to the PCOs; and (iv) liaise with regional MSMED, regional industry councils and private sector associations, and regional implementing agents (such as FSPs). The RCU will be composed of one Regional Coordinator, one Contract Manager, one M&E and KM Officer, and one Finance and Administration Assistant. RCUs will also be responsible for establishing a Regional Technical Working Group (RTWG), which will be composed of representatives of relevant public agencies and of private players in the target value chains along harmonised guidelines to be provided by the PCO. RTWGs will include two sub-committees: one, chaired by DTI, will approve Detailed Investment Plans, while the other will be chaired by DILG and will approve farm-to-market infrastructure subprojects. The Department of Interior and Local Government will be responsible for providing technical support and supervision for farm-to-market roads that will be executed by municipal or provincial governments.

10. Project Management. DTI shall designate a Project Director and recruit a Project Coordinator with the qualifications and experience necessary to perform the tasks of their respective positions. The Project Director shall have the authority to approve the execution of contracts and financial transactions in accordance with applicable Government rules. The Project Director will be assisted by the Project Coordinator and a team of technical experts, including a Value Chain Specialist, a Business Services Specialist, a Financial Services Specialist, a Finance and Administration Officer, a Procurement Officer, a Planning and M&E Officer and Knowledge Management and Communication Specialist. In contracting the Project Coordinator and technical experts.

DTI shall apply competitive market rates. Project expenditure at all levels shall be reported through the Government system e-NGAS, and consolidated by the PCO.

11. The Project Coordinator and aforementioned technical experts shall be recruited competitively; and appointments shall only be made after seeking IFAD's prior review and no-objection. The Project Coordinator shall serve throughout the Project implementation period and may only be removed by the Lead Project Agency for cause. The Lead Project Agency shall exercise best efforts to replace the Project Coordinator immediately upon his/her removal, which shall be communicated to the Fund without delay, specifying the reasons for the removal.

#### B. Implementing agencies

12. Designation of Project Parties. Project components shall be implemented through national institutions, including DTI, LGUs, the Philippine Crop Insurance Corporation, the Small Business Corporation, the Department of Interior and Local Government, the Philippines Institute for Development Studies, the Landbank of the Philippines, the Agricultural Guarantee Fund Pool, and the Development Bank of the Philippines, and (each, an "Implementing Agency" and collectively the "Implementing Agencies") appropriately staffed to carry out the relevant component activities.

#### III. Project Implementation Procedures and Reviews

13. The Project will be implemented in two phases, as per the Borrower's internal approval of the Project. The first phase will be the pilot testing phase, and the second phase will be the full implementation phase. The Borrower will inform the Fund when it decides to move to the second phase.

14. The PCO shall adopt the Project Implementation Manual (the "PIM") prepared during the design of the Project; and will update it to include details of the procedures, processes, criteria and responsibilities for implementation of all Project activities. The PCO shall forward the updated PIM to the Fund for its comments and approval by no later than 6 months from entry into force of the Agreement. The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund.

15. The DTI shall facilitate annual supervision missions jointly or separately undertaken by IFAD and NEDA; as well as the project's mid-term review to be held jointly with DTI. Monitoring and evaluation of project results shall include the conduct of baseline, mid-term and endline evaluations by the Philippine Institute for Development Studies, or a third-party appointed subject to IFAD no-objection.

16. The Financial and Management Service (FMS) of the Lead Implementing Agency will be primarily responsible for the implementation of an adequate and sound financial management system for the project, assisted by the administrative, financial and management divisions at the regional offices. Contractual finance personnel at the PCU and RCUs will provide functional support to organic finance personnel at national, regional, and provincial levels.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of the Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan Amount (in USD)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, and Government and co-financiers contribution)
I. Consultancies	8 890 000	100%
II. Training	6 860 000	100%
III. Goods	4 900 000	100%
IV. Works	14 340 000	100%
V. Grants	13 230 000	100%
VI. Investment capital	9 070 000	100%
VII. Recurrent costs	5 610 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>62 900 000</b>	<b>1.</b>

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Consultancies includes technical assistance
- (ii) Goods includes vehicles
- (iii) Training includes studies and workshops
- (iv) Recurrent costs includes operating costs, salaries and allowances

## Negotiated financing agreement: "Rural Agro-Enterprise Partnership for Inclusive Development and Growth Project"

(Negotiations concluded on 12 April 2018)

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Rural Agro-Enterprise Partnership for Inclusive Development and Growth Project (RAPID Growth)

The Republic of the Philippines (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Recipient has requested a Loan and a Grant (the "Financing") from the Fund for the purpose of financing the Project;

WHEREAS the Fund has extended the Loan to the Borrower which shall be used to implement the Project in accordance with the terms and conditions of an agreement entered into between the Parties (the "Loan Agreement" for the purposes of this Agreement); and

WHEREAS the Fund has agreed to extend the Grant to the Recipient in accordance with this Agreement and for the purpose of financing the activities described in Schedule 1;

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

### Section B

1. The amount of the Grant is two million five hundred thousand United States Dollars (USD 2 500 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

3. The Grant proceeds shall be deposited into a Designated Account in United States Dollars for the exclusive use of the Project, opened in the Bangko Sentral ng Pilipinas.
4. The Recipient will provide counterpart financing in the form of duties and taxes.

#### Section C

1. The Recipient's Secretary of Finance is designated as representative for the purposes of Section 15.03 of the General Conditions.
2. The Lead Project Agency shall be the Department of Trade and Industry (DTI).
3. Additional Project Parties are described in Schedule 1 Part II, paragraph 12.
4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
5. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such later date as the Fund may designate by notice to the Recipient.

#### Section D

The Fund shall administer the Grant and supervise the Project.

#### Section E

1. Disbursements under the Grant are subject to the entry into force of the Loan Agreement.
2. The first withdrawal request shall be accompanied by a communication from the Lead Project Agency informing IFAD of the designated Project Director and the official responsible for Project finance.
3. The right of the Recipient to request disbursements under the Grant may be suspended by the Fund if the right to request disbursements under the Loan has been suspended.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication, notices, requests, and reports related to this Agreement:

For the Recipient:

The Secretary of Finance  
Department of Finance  
DOF Building  
Roxas, Boulevard  
Manila, Philippines

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient, and shall enter into force upon its countersignature with effect from the date of entry into force of the Loan Agreement.

THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES

\_\_\_\_\_  
(Authorized Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Project Area. The Project shall be carried out in six regions and 20 target provinces. Through its scaling-up strategy, the project may expand to other provinces once an effective operating model has been established.

2. Target Group. The project will directly target small farmers and microentrepreneurs engaged within selected commodity value chains. It will indirectly target unemployed and underemployed rural women and men who can potentially be employed by participating enterprises. Special focus will be placed on: (i) women farmers and entrepreneurs; (ii) young men and women; and (iii) indigenous peoples.

3. Goal. The Project's goal is to sustainably increase the incomes of small farmers and unemployed rural women and men across selected value chains.

4. Purposes. The purpose of the Project is to provide strategic enabling conditions for the sustained growth of small and microenterprises in selected agricultural commodity chains with comparative advantages, market demand, growth potential, links to small farmers and the potential for job creation.

5. Components. The Project shall consist of the following Components:

D. Value chain development, aims to ensure that producers and value-chain actors execute collaborative action plans and build commercial partnerships in selected commodity value chains. It will (i) promote a favourable governance and institutional framework to support the development of enterprises with strong linkages to smallholder farmers; (ii) provide MSMEs and farmers with access to customized business development services<sup>3</sup> so that they can commercialize their operations and expand their access to remunerative markets; and (iii) promote business partnerships between enterprises and farmers, whereby enterprises provide farmers with market-oriented support services that enable farmers to deliver expected volumes and quality in a timely manner. This component is consistent with the component 2 (institutional strengthening) and component 3 (technical assistance to financial service providers) as approved by the Borrower.

E. Productive investments, relates to : (i) strategic financing, improving value-chain stakeholders' access to adapted and affordable financial services; and (ii) farm-to-market infrastructure focused on securing farmers' and small and microenterprises' access to markets through the rehabilitation of farm-to-market access roads. This component is consistent with the component 1 (direct assistance to enterprises) and component 4 (innovation fund) as approved by the Borrower.

F. Project management to support DTI and project partners in delivering project services. The component will finance the costs of project management and coordination, monitoring and evaluation, and reporting at the national, regional and provincial levels. It will also finance the costs of contracted project staff, honoraria of DTI regular staff assigned to RAPID Growth, equipment, vehicles and operating costs. This component is consistent with component 5 (project management) as approved by the Borrower.

---

<sup>3</sup> These include training, technical assistance, consultancy and advisory services, marketing assistance, information, technology development and transfer, and business linkages promotion.

## II. Project Implementation Arrangements

### C. Lead Project Agency

6. The Department of Trade and Industry (DTI) of the Borrower, in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility for the management and implementation of the Project.

7. Responsibilities. The Lead Project Agency shall establish a Project Coordination Office (PCO) under its Regional Operations Group to coordinate implementation and carry out project implementation responsibilities at the national level. PCO will be responsible for: (i) providing strategic guidance and coordination to ensure that all project implementation partners develop activities along a common, coherent approach; (ii) ensuring the financial and administrative management of project resources in line with this Agreement and IFAD rules; (iii) facilitating the planning of project activities in consultation with project stakeholders; (iv) procuring project-related services and supplies at the national level; (iv) coordinating project activities with the various project partners; (v) securing M&E and KM in relation to all activities; and (vi) promoting inclusive approaches and the mainstreaming of targeting and gender requirements in all of the project activities.

8. Regional level. The Lead Implementing Agency will establish (i) a Regional Coordination Unit (RCU) in every target region, which will be headed by DTI Regional Director; and (ii) Provincial Coordination Units (PCUs), to support DTI's Negosyo centers in implementing the project in target areas. The Negosyo Centers shall (i) identify MSMEs, farmers and cooperatives interested in partnering; (ii) facilitate the preparation and monitoring of SIPs and DIPs; (iii) coordinate the participation of service providers; and (v) ensure provincial planning and M&E.

9. RCUs will be responsible for: (i) preparing the regional AWPB and support the preparation of participatory provincial AWPB; (ii) provide implementation support for the execution of activities in the target provinces, particularly with regard to the management and monitoring of subprojects; (iii) organise M&E and KM activities within the region and provide guidance to the PCOs; and (iv) liaise with regional MSMED, regional industry councils and private sector associations, and regional implementing agents (such as FSPs). The RCU will be composed of one Regional Coordinator, one Contract Manager, one M&E and KM Officer, and one Finance and Administration Assistant. RCUs will also be responsible for establishing a Regional Technical Working Group (RTWG), which will be composed of representatives of relevant public agencies and of private players in the target value chains along harmonised guidelines to be provided by the PCO. RTWGs will include two sub-committees: one, chaired by DTI, will approve Detailed Investment Plans, while the other will be chaired by DILG and will approve farm-to-market infrastructure subprojects. The Department of Interior and Local Government will be responsible for providing technical support and supervision for farm-to-market roads that will be executed by municipal or provincial governments.

10. Project Management. DTI shall designate a Project Director and recruit a Project Coordinator with the qualifications and experience necessary to perform the tasks of their respective positions. The Project Director shall have the authority to approve the execution of contracts and financial transactions in accordance with applicable Government rules. The Project Director will be assisted by the Project Coordinator and a team of technical experts, including a Value Chain Specialist, a Business Services

Specialist, a Financial Services Specialist, a Finance and Administration Officer, a Procurement Officer, a Planning and M&E Officer and Knowledge Management and Communication Specialist. In contracting the Project Coordinator and technical experts. DTI shall apply competitive market rates. Project expenditure at all levels shall be reported through the Government system e-NGAS, and consolidated by the PCO.

11. The Project Coordinator and aforementioned technical experts shall be recruited competitively; and appointments shall only be made after seeking IFAD's prior review and no-objection. The Project Coordinator shall serve throughout the Project implementation period and may only be removed by the Lead Project Agency for cause. The Lead Project Agency shall exercise best efforts to replace the Project Coordinator immediately upon his/her removal, which shall be communicated to the Fund without delay, specifying the reasons for the removal.

#### D. Implementing agencies

12. Designation of Project Parties. Project components shall be implemented through national institutions, including DTI, LGUs, the Philippine Crop Insurance Corporation, the Small Business Corporation, the Department of Interior and Local Government, the Philippines Institute for Development Studies, the Landbank of the Philippines, the Agricultural Guarantee Fund Pool, and the Development Bank of the Philippines, and (each, an "Implementing Agency" and collectively the "Implementing Agencies") appropriately staffed to carry out the relevant component activities.

### III. Project Implementation Procedures and Reviews

13. The Project will be implemented in two phases, as per the Borrower's internal approval of the Project. The first phase will be the pilot testing phase, and the second phase will be the full implementation phase. The Borrower will inform the Fund when it decides to move to the second phase.

14. The PCO shall adopt the Project Implementation Manual (the "PIM") prepared during the design of the Project; and will update it to include details of the procedures, processes, criteria and responsibilities for implementation of all Project activities. The PCO shall forward the updated PIM to the Fund for its comments and approval by no later than 6 months from entry into force of the Agreement. The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund.

15. The DTI shall facilitate annual supervision missions jointly or separately undertaken by IFAD and NEDA; as well as the project's mid-term review to be held jointly with DTI. Monitoring and evaluation of project results shall include the conduct of baseline, mid-term and endline evaluations by the Philippine Institute for Development Studies, or a third-party appointed subject to IFAD no-objection.

16. The Financial and Management Service (FMS) of the Lead Implementing Agency will be primarily responsible for the implementation of an adequate and sound financial management system for the project, assisted by the administrative, financial and management divisions at the regional offices. Contractual finance personnel at the PCU and RCUs will provide functional support to organic finance personnel at national, regional, and provincial levels..

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Grant Amount (in USD)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, Counterpart and co-financiers' contribution)
I. Consultancies	2 020 000	100%
II. Training	480 000	100%
<b>TOTAL</b>	<b>2 500 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

(v) Consultancies includes technical assistance

Training includes studies and workshops

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators <sup>4</sup>				Means of Verification			Assumptions / Risks
	Name	Base line	Interim review	End Target	Source	Frequency	Responsible	
<b>Goal:</b> Increased income of small farmers and unemployed rural women and men across selected agri-based value chains	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of municipalities with poverty rates above 40% in target areas</li> </ul>	349	320	260	PSA small area est. & PIDS	Interim & project end reviews	PCO	
<b>Development Objective</b> Establish enabling conditions for the sustained growth of MSEs in strategic commodity value chains	<ul style="list-style-type: none"> <li>78 000 project-supported farming HH increase farm incomes by at least 60%</li> <li>31 000 incremental jobs generated on farm and in project-supported MSMEs, 40% for women</li> </ul>	\$2000 0	25 000 10 000	78 000 36 000	Project surveys MSME fin. reports	Interim & project end reviews Biannual	PCO PCU/Negosyo Centres	
<b>Outcome 1:</b> Producers and value chain actors execute collaborative action plans and build commercial partnerships in selected commodity chains	<ul style="list-style-type: none"> <li>100% increase in value of sales of more than 1000 participating MSMEs</li> </ul>	tbd	+30%	+100 %	Project surveys	Interim project reviews and end	PCUO	SMEs interested in partnering with farmers
<b>Outputs</b> 1.1 Networks of Negosyo Centres in target provinces facilitating MSE access to markets and services	<ul style="list-style-type: none"> <li>20 networks of Negosyo Centres set up servicing MSMEs in 20 provinces</li> </ul>	0	10	20	Progress reports	Biannual	PCC	
1.2 Industry-based MIS providing information to stakeholders in the target value chains	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least three industry-based MIS, accessible to value chain stakeholders, running and regularly updated</li> </ul>	0	3	3	"	"	PCU	
1.3 Qualified business providers able to provide business services to MSEs	<ul style="list-style-type: none"> <li>20 pools of qualified service providers set up</li> </ul>	tbd	8	20	"	"	PCC	
1.4 DIPS connecting farmers to SMEs and facilitating access to markets and services	<ul style="list-style-type: none"> <li>78 000 farming households participate in Detailed Investment Plans (DIPs)</li> </ul>	0	25 000	78 000	"	"	"	
<b>Outcome 2</b> SMEs secure the necessary access to producers, markets and suitable investment finance.	<ul style="list-style-type: none"> <li>70 000 Farming HH, 1000 MEs and 50 SMEs participating in SIPs have access to financial services and crop insurance</li> </ul>	0 0 0	15 000 7 000 10 000	71 000 40 000 50 000	MSME reports " Progress reviews	Biannual " Interim and end reviews	PCU " PCU	
<b>Outputs</b> 2.1 Financial institutions (FIs) with improved capacities to serve target value chains players	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased outreach and capacities extend adapted financial products to farming households and OFW families</li> <li>FSPs extend innovative, value-chain based financial services</li> <li>At least 40 enterprises benefit from equity financing</li> </ul>	0 0 0	20 000 hhs 3 FSPs 10	40 000 hhs 10 FSPs 40	FIs reports " Negosyo Centres reports	Biannual " "	PCU " PCU	Financial institutions interested in extending affordable services in rural areas
2.2 Farm-to-market access roads	<ul style="list-style-type: none"> <li>km of farm-to-market road rehabilitated and maintained</li> </ul>	0	80	140	Progress reports	Biannual	PCU	

<sup>4</sup> Individuals/persons are disaggregated by sex (male/female), age (to reflect youth participation), and ethnicity (to reflect indigenous people's participation)